RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1957 B 04494
Numéro SIREN : 572 044 949
Nom ou dénomination : GENERALI FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 12/05/2022 sous le numéro de dépôt 46013

Generali France
Société Anonyme au capital de 114 623 012,52 euros
Siège social : 2 rue Pillet-Will 75009 PARIS
572 044 949 RCS PARIS

ETATS FINANCIERS
Exercice clos le 31 décembre 2021

Certifiés conformes par Monsieur Michel Becker
Secrétaire Général dûment habilité

Generali France

ETATS FINANCIERS
31 DECEMBRE 2021

generali.com

Bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020	Note annexe
Immobilisations incorporelles	-	-	4.1
Immobilisations corporelles	7	7	4.2
Terrains	5	5	
Constructions	3	3	
Immobilisations financières	3 970 989	4 166 189	4.3
Autres participations	3 802 684	3 797 855	4.4
Créances rattachées à des participations	-	200 029	
Autres titres immobilisés	168 306	168 305	
Prêts	-	-	
Autres immobilisations financières	-	-	
Créances	266 331	240 880	4.5
Clients et Comptes rattachés	-	-	
Autres créances	266 331	240 880	
Valeurs mobilières de placement	36 991	19 410	
Actions propres	18 749	19 409	
Autres titres	18 242	1	
Disponibilités	13 064	38 246	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	
Total actif	4 287 383	4 464 733	

PASSIF

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020	Note annexe
Capitaux propres	4 167 580	4 101 848	4.6
Capital social ou individuel	114 623	114 623	4.6.2
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	872 887	872 887	
Ecarts de réévaluation	-	-	
Réserve légale	11 499	11 499	
Réserves	357 109	357 109	
Report à nouveau	2 482 219	2 140 553	
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	329 241	605 175	
Provisions réglementées	3	3	
Provisions pour risques et charges	11 874	14 575	4.6
Dettes	107 929	348 309	4.5
Emprunts et dettes financières divers	25 041	318 906	4.6.3
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	580	353	
Dettes fiscales et sociales	5 074	4 675	
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	-	-	
Autres dettes	77 234	24 375	
Instruments de trésorerie	-	-	
Total passif	4 287 383	4 464 733	

Compte de Résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020	Note annexe
Produits d'exploitation :			
Production vendue services	5 416	6 890	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	7 664	10 867	
Autres produits	-	-	
Total produits d'exploitation	**13 079**	**17 757**	
Charges d'exploitation :			
Autres achats et charges externes	31 900	29 264	
Impôts, taxes et versements assimilés	814	883	
Salaires et traitements	9 380	14 037	
Charges sociales	2 209	2 057	
Dotations aux amortissements et dépréciations :			
- sur immobilisations : dotations aux amortissements	-	-	
- sur actif circulant : dotations aux dépréciations	-	-	
Pour risques et charges : dotations aux provisions	5 646	6 268	
Autres charges	2	2	
Total charges d'exploitation	**49 950**	**52 511**	
RESULTAT EXPLOITATION	(36 870)	(34 754)	
Produits financiers :			5.1
Produits financiers de participations	352 416	626 156	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	7 966	7 965	
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	
Reprises sur provisions et transferts de charges	14	1 870	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	
Total produits financiers	**360 397**	**635 991**	
Charges financières :			
Dotations financières aux amortissements et provisions	991	237	
Intérêts et charges assimilées	600	4 739	
Différences négatives de change	-	-	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	
Total charges financières	**1 591**	**4 976**	
RESULTAT FINANCIER	358 806	631 015	
RESULTAT COURANT avant impôts	321 936	596 262	
Produits exceptionnels :			5.2
Sur opérations de gestion	-	14	
Sur opérations en capital :			
- produits des cessions d'éléments d'actif	213 982	11 142	
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	2	
Total Produits exceptionnels	**213 982**	**11 158**	
Charges exceptionnelles :			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	605	
Sur opérations en capital :			
- Valeurs comptables des éléments immoibiliers et financiers cédés	214 024	11 177	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	-	
Total Charges exceptionnelles	**214 024**	**11 782**	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(41)	(624)	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	**37**	**53**	
Impôts sur les bénéfices (X)	**7 383**	**9 590**	5.3
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	**594 842**	**664 906**	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	**265 601**	**59 732**	
RESULTAT	329 241	605 175	

Tableau des engagements reçus et donnés

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Engagements reçus	-	-
Engagements donnés	**81 259**	**95 865**
Avals, cautions et garanties de crédit donnés		
Titres et actifs acquis avec engagement de revente		
Autres engagement sur titres, actifs ou revenus (1)	2 391	29 045
Autres engagements donnés (2)	78 868	66 820
Encours d'instruments financiers à terme	-	-
Engagements reçus		
Engagements donnés		

(1) Engagement de restitution au profit des filiales de leurs excédents de trésorerie gérés par Generali France (cash pooling). Ces derniers figurent en compte courant au poste "emprunts et dettes financières diverses" du passif de Generali France.

(2) Plans d'attribution d'actions gratuites : engagement de rachat aux bénéficiaires de 5 665 783 actions de préférence gratuites à fin 2021

Generali France est une société anonyme au capital de 114 623 012,52 euros dont le siège social est situé au 2 rue Pillet Will - 75009 PARIS et dont l'actionnaire majoritaire est la société de droit italien Assicurazioni Generali S.p.A. cotée à Milan (Italie).

Generali France contrôle des sociétés d'assurance vie, d'assurances dommages, de protection juridique, de gestion d'actifs, de courtage et d'activités annexes à l'assurance.

1. Faits marquants de l'exercice

1.1 REMBOURSEMENT ANTICIPE DE DETTE SUBORDONNEE

Au cours de l'exercice 2021, Generali France a procédé au remboursement anticipé de 200 millions d'euros, soit le solde, d'un prêt subordonné d'une valeur nominale de 300 millions d'euros conclu entre Generali France et Flandria Participations Financières, aux droits et obligations de laquelle vient Generali Participations Netherlands N.V. (GPN).
Ledit remboursement a été autorisé en date du 1er avril 2021 par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en application de l'article A. 334-1 du Code des assurances.

1.2 PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

En 2021, le Conseil d'Administration a adopté un dix-septième plan d'attribution d'actions de préférence gratuites, portant sur un maximum de 400 000 actions.

2. Principes et méthodes comptables

2.1 PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels sont établis et présentés en conformité avec le règlement de l'Autorité des normes comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 mis à jour par le règlement de l'autorité des normes comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général.

Il est fait application des principes comptables généralement admis :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes,
- prudence,
- non compensation,
- séparation des exercices.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre.

Sauf indication contraire, les informations chiffrées sont exprimées en milliers d'euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Il n'a été procédé à aucun changement de méthode comptable et d'évaluation au cours de l'exercice écoulé.

2.3 REGLES D'EVALUATION DES POSTES DU BILAN

Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent notamment des logiciels ; ceux-ci sont amortis sur une durée de 3 à 5 ans à partir de leur date de mise en service.

Terrains et constructions

Les immeubles de placements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

La valeur brute des immeubles correspond au coût d'acquisition ou de production (prix d'achat et frais relatifs à l'acquisition). Les coûts des travaux d'amélioration sont portés en augmentation des immeubles.

Ces immeubles sont ventilés en composants homogènes dont la nature et la durée d'amortissement linéaire dépendent du type d'immeubles et de sa durée d'utilisation.

Les principaux composants sont les suivants :

- gros œuvre : durée d'amortissement de 20 à 120 ans,
- façade : durée d'amortissement de 25 à 35 ans,
- installations générales et techniques : durée d'amortissement de 15 à 25 ans,
- agencements : durée d'amortissement de 10 à 15 ans,
- terrains : ne font pas l'objet d'amortissement.

L'amortissement des immeubles est calculé sur la durée d'utilisation selon le mode linéaire. Les durées d'amortissement ont été déterminées de façon à obtenir une valeur résiduelle nulle au terme du plan d'amortissement.

Dans les cas où la valeur actuelle (valeur la plus élevée entre la valeur d'usage et la valeur vénale) des immeubles devient inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est enregistrée, ramenant la valeur nette comptable à la valeur actuelle de l'immeuble. Cette provision est reprise par le compte de résultat en cas de remontée de valeur. La valeur actuelle est évaluée périodiquement par des experts indépendants.

Les revenus des placements immobiliers sont constitués essentiellement des loyers quittancés aux locataires.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition.
Lors des arrêtés comptables, une valeur d'inventaire est déterminée pour chacune des lignes de titres détenues.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable.

Pour les titres non cotés, la valeur d'inventaire correspond à la valeur estimée des sociétés détenues.
Cette dernière est établie comme suit, selon la nature des secteurs :

- l'évaluation des activités vie prend en compte les résultats des calculs d'Embedded value, qui consistent à estimer puis actualiser l'ensemble des flux futurs, techniques et financiers, sur la base de scénarios et modèles revus par des actuaires indépendants. Une survaleur correspondant au « goodwill » ou écart d'acquisition vient s'ajouter aux résultats des calculs d'Embedded value,

- l'évaluation des autres activités est également effectuée sur la base de flux de trésorerie futurs, prenant en compte les spécificités de chaque société, notamment en termes de perspectives de résultats et d'éléments objectifs comme le niveau de plus-values latentes observé à la date de réalisation de l'estimation.

Pour les titres cotés, la valeur d'inventaire correspond au dernier cours de bourse connu à la clôture de l'exercice.

Dans le cas de titres à revenus fixes et notamment pour les obligations, ils sont inscrits à leur coût d'achat y compris intérêts courus.

Valeurs mobilières de placement et créances assimilées

Les valeurs mobilières de placements et créances assimilées sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Elles sont dépréciées si leur valeur d'inventaire à la clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur nette comptable.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation conformément au règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général.

En application de la méthode de l'impôt différé, les provisions pour risques et charges comprennent le solde des impôts différés, en cas de situation nette passive, à la clôture de l'exercice.

La provision pour risques et charges d'actionnariat salarié correspond aux charges relatives au plan d'attribution d'actions de préférence gratuites octroyées au personnel du groupe Generali France. Cette provision est estimée en fonction du nombre d'actions à livrer, de la valeur FIFO des actions auto-détenues et du dernier cours connu si besoin.

Engagements de retraite et avantages similaires

Le montant des engagements de Generali France au titre des engagements de retraite et avantages similaires s'élève à 8 571 milliers d'euros au 31 décembre 2021.
Le taux d'actualisation utilisé pour calculer cet engagement est de 1%.
Ces engagements ne figurent pas dans les comptes sociaux.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une analyse au cas par cas et des provisions pour dépréciation sont constituées en cas de risque probable de non recouvrement, pour le montant correspondant à ce risque.

En application de la méthode de l'impôt différé, les créances comprennent le solde des impôts différés en cas de situation nette active à la clôture de l'exercice.

Les soldes des comptes courants bancaires ouverts au sein d'un même établissement de crédit font l'objet d'une compensation.
Les découverts bancaires nets sont inscrits en dettes envers les établissements de crédit.

2.4 REGLES D'EVALUATION DES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation enregistre d'une part les opérations relatives au provisionnement et à la facturation aux sociétés du groupe, des actions attribuées aux salariés, et enregistre d'autre part, les charges relatives à la gestion d'exploitation et les éventuelles refacturations associées.

Résultat financier

Les produits financiers comprennent les dividendes encaissés, les revenus des prêts, les profits provenant de la réalisation des valeurs mobilières de placement, les intérêts, et, le cas échéant, les reprises de provisions pour dépréciation des titres de participation et valeurs mobilières de placement, les profits nets de change réalisés ou latents.

Les charges financières regroupent les intérêts des emprunts, les pertes provenant de la réalisation des valeurs mobilières de placement, les frais de gestion, et, le cas échéant, les dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation et valeurs mobilières de placements, les pertes nettes de change réalisées ou latentes.

Les plus et moins-values de cessions de valeurs mobilières de placement sont déterminées selon la méthode du « Premier Entré, Premier Sorti ».

Résultat exceptionnel

Dans cette rubrique, figurent notamment les plus et moins-values provenant de la réalisation des éléments de l'actif immobilisé (également déterminées selon la méthode du « Premier Entré, Premier Sorti »).

Les résultats de cession de ces actifs sont enregistrés :

- en « charges sur opérations en capital » pour le prix de revient des actifs cédés,
- en « produits sur opérations en capital » en ce qui concerne le prix de cession de ces actifs.

Peut figurer également tout boni ou mali de fusion.

Impôt sur les bénéfices

Le poste "impôt sur les bénéfices" du compte de résultat inclut l'impôt payable ou le produit d'impôt constaté dans le cadre de l'intégration fiscale.

Il incorpore la variation du solde net bilanciel d'impôts différés entre l'ouverture et la clôture de l'exercice.

3. Événements postérieurs à la clôture

En date du 1er février 2022, Generali Iard a signé un accord d'acquisition de la société La Médicale avec Crédit Agricole Assurances, pour un montant de 385 millions d'euros. La réalisation définitive de cette acquisition est soumise à l'obtention des autorisations des autorités réglementaires et de la concurrence compétentes.

En date du 1er février 2022, Generali Vie a signé un accord de transfert portant sur un portefeuille de contrats de couvertures décès et perte totale et irréversible d'autonomie, avec la société Predica Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole, pour un montant de 50 millions d'euros. La réalisation définitive de ce transfert est soumise à l'obtention des autorisations des autorités réglementaires et de la concurrence compétentes.

Par ailleurs, le début de l'année 2022 est marqué par la crise ukrainienne. Les expositions directes des filiales de la société à la Russie et à l'Ukraine sont négligeables, tant du côté des actifs financiers que des engagements d'assurance.

4. Annexes sur le bilan

4.1 MOUVEMENTS SUR LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Transferts et autres mouvements	31/12/2021
Logiciels					
Valeurs brutes	3 107	-	-	-	3 107
Dépréciations / Amortissements	(3 107)	-	-	-	(3 107)
Valeurs nettes	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-

4.2 MOUVEMENTS SUR LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Transferts et autres mouvements	31/12/2021
Terrains et Constructions					
Valeurs brutes Terrains	5	-	-	-	5
Valeurs brutes Constructions	11	-	-	-	11
Dépréciations / Amortissements Constructions	(8)	-	-	-	(8)
TOTAL	7	-	-	-	7

4.3 MOUVEMENTS SUR LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Autres variations	31/12/2021
Titres de participation	3 804 177	5 820	(15)	-	3 809 982
Provisions sur titres de participation	(6 322)	(991)	14	-	(7 298)
Créances rattachées aux entreprises liées :					
Prêts	200 000	-	(200 000)	-	-
Intérêts courus	29	-	(29)	-	-
Autres titres immobilisés :					
Obligations subordonnées	168 000	-	-	-	168 000
Intérêts courus	305	1	-	-	306
Prêts	-	-	-	-	-
Dépôts	-	-	-	-	-
TOTAL	4 166 189	4 830	-200 030	-	3 970 989

4.4 FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)

INFORMATIONS FINANCIERES / FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2021		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
A- Renseignements détaillés dont la valeur brute des titres excède 1% du capital de la société astreinte à la publication										
Filiales : (50% au moins du capital détenu par la société)										
GENERALI VIE 2 rue Pillet-Will 75009 Paris	336 873	3 218 171	100,0%	2 243 350	2 243 350		-	11 470 679	330 712	176 014
GENERALI IARD 2 rue Pillet-Will 75009 Paris	94 630	977 959	100,0%	1 400 202	1 400 202	48 000	-	2 053 070	110 387	119 991
COFIFO 2 rue Pillet-Will 75009 Paris	66 231	9 008	100,0%	76 911	76 911	-	-	-	(846)	-
GENERALI Pacifique NC 1 rue Charles Péguy 98800 Nouméa	8	1 064	100,0%	2 095	2 095	-	-	3 389	237	-
Participations : (10 à 50% du capital détenu par la société)										
GENERALI INVESTMENTS Holding S.p.A. Via Machiavelli, 4 34132 Trieste - ITALIE	41 360	375 502	33,99%	77 575	77 575	-	-	176 852	167 744	56 240
MAPREG 80 rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin-Bicetre	189	386	34,44%	8 650	1 732	-	-	-	(983)	-
B- Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de la société astreinte à la publication										
Filiales françaises				76	61					
Autres participations dans les sociétés françaises et étrangères				683	319					
Total				3 809 542	3 802 244					

4.5 ETATS DES CREANCES ET DES DETTES

4.5.1 OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES OU AVEC LIEN DE PARTICIPATION

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
ACTIF		
Autres créances (1)	204 543	215 957
TOTAL ACTIF	**204 543**	**215 957**
PASSIF		
Emprunts subordonnés (2)	-	200 082
Dettes financières diverses (3)	25 041	118 824
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	76 403	23 515
TOTAL PASSIF	**101 444**	**342 421**

(1) Dont créance de 175 202 milliers d'euros relative au placement des excédents de trésorerie auprés de Assicurazioni Generali S.p.A (Direct Pooling)

(2) cf. note 4.6.3

(3) Dettes relatives au placement par Generali France des excédents de trésorerie de ses filiales (cash pooling)

4.5.2 VENTILATIONS DES CREANCES ET DES DETTES

Ventilation des créances

(en milliers d'euros)	Montant brut au 31/12/2021	Degré de liquidité et d'exigibilité			Montant brut au 31/12/2020
		Moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
- Créances clients et comptes rattachés	-				-
- Autres créances	266 331	259 808	6 523		240 880
Total créances	**266 331**	**259 808**	**6 523**	**-**	**240 880**

Ventilation des dettes

(en milliers d'euros)	Montant brut au 31/12/2021	Degré de liquidité et d'exigibilité			Montant brut au 31/12/2020
		Moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
- Emprunts subordonnés	-				200 082
- Dettes financières diverses	25 041	25 041			118 824
- Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	580	580			353
- Dettes fiscales et sociales	5 074	5 074			4 675
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-				-
- Autres dettes	77 234	77 234			24 375
Total dettes	**107 929**	**107 929**	**-**	**-**	**348 309**

4.6 FONDS PROPRES ET QUASI-FONDS PROPRES

4.6.1 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capitaux propres au 31/12/2020	Affectation du résultat N-1	Variations au cours de l'exercice N		Capitaux propres au 31/12/2021
			Autres variations	Résultat N	
Capital social	114 623				114 623
Primes liées au capital social	872 887				872 887
Réserve de réévaluation	-				-
Réserve légale	11 499				11 499
Autres réserves	357 109				357 109
Report à nouveau	2 140 553	505 711	(164 045)	-	2 482 219
Résultat de l'exercice	605 175	(605 175)	-	329 241	329 241
Provisions réglementées	3				3
Total	4 101 848	(99 463)	(164 045)	329 241	4 167 580
		(1)	(2)		

(1) Distribution de dividendes de 99 463 milliers d'euros

(2) Distribution exceptionnelle de 164 045 milliers d'euros

4.6.2 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à 114 623 012,52 euros. Il est composé de 491 415 469 actions ordinaires et de 6 945 455 actions de préférence, toutes de 0,23 euro de nominal.

A noter 1 279 672 actions de préférence auto-détenues d'une valeur de 18 749 235 euros à fin 2021 ; ces actions sont présentées à l'actif du bilan sous "valeurs mobilières de placement".

Les principaux actionnaires de Generali France en fin d'exercice sont les suivants :

- Assicurazioni Generali S.p.A	66,87%
- Generali Participations Netherlands NV	31,73%
- Personnel salarié (actions de préférence)	1,14%
- Generali France (actions de préférence auto-détenues)	0,25%

4.6.3 EMPRUNTS SUBORDONNES

Les emprunts subordonnés, compris dans le poste "emprunts et dettes financières diverses", se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Taux d'intérêt	Échéance	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts subordonnés :				
Generali Participations Netherlands NV (1)	Variable	indéterminée	-	200 000
Total des valeurs nominales			-	200 000
Intérêts courus			-	82
Total des emprunts subordonnées			-	200 082

(1) Remboursement anticipé (origine emprunt Flandria Participations Financières cf. Faits marquants §1.1)

4.7 PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Dotations	Reprises	Utilisation provision	31/12/2021
Provisions pour impôts différés passif (1)	765	82	(765)		82
Autres provisions pour risques et charges (2)	13 810	5 646	(7 664)	-	11 792
TOTAL	14 575	5 728	(8 429)	-	11 874

(1) cf. 5.3.2 Résultat d'impôt.

(2) Notamment provision pour charges relatives aux plans d'attribution d'actions de préférence gratuites octroyées au personnel du groupe Generali France. Cette provision a pour contrepartie une créance vis-à-vis des filiales à hauteur de leurs engagements.

5. Annexes sur le compte de résultat

5.1 RESULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	2021			2020		
	Produits et frais financiers dans les entreprises liées	Autres produits et frais financiers	TOTAL	Produits et frais financiers dans les entreprises liées	Autres produits et frais financiers	TOTAL
Participations et créances rattachées :						
Revenus des participations	352 245	-	352 245	625 345	-	625 345
Revenus des prêts	171	-	171	812	-	812
Autres valeurs mobilières & créances de l'actif immobilisé	7 966	-	7 966	7 965	-	7 965
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-	-	-	-
Reprises sur provisions	14	-	14	1 870	-	1 870
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-	-
Total produits financiers	**360 397**	**-**	**360 397**	**635 991**	**-**	**635 991**
Dotations aux dépréciations et aux provisions	(991)	-	(991)	(237)	-	(237)
Intérêts et charges assimilées :	-	-	-	-	-	-
Intérêts des emprunts	(600)	-	(600)	(4 739)	-	(4 739)
Autres intérêts et frais financiers	-	-	-	-	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-	-
Total charges financières	**(1 591)**	**-**	**(1 591)**	**(4 976)**	**-**	**(4 976)**
Résultat financier	**358 806**	**-**	**358 806**	**631 015**	**-**	**631 015**

5.2 RESULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)	2021			2020		
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	Résultat exceptionnel	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	Résultat exceptionnel
Opérations en capital :						
Cession de titres de participation	(15)	4	(11)	(70)	38	(32)
Cession d'immeubles	-	-	-	-	-	-
Autres cessions d'immobilisations financières	(214 009)	213 978	(30)	(11 107)	11 104	(3)
Total opérations en capital	**(214 024)**	**213 982**	**(41)**	**(11 177)**	**11 142**	**(36)**
Mouvements de provisions	-	-	-	-	2	2
Opérations de gestion	-	-	-	(605)	14	(591)
Résultat exceptionnel	**(214 024)**	**213 982**	**(41)**	**(11 782)**	**11 158**	**(624)**

5.3 IMPÔT SUR LES BENEFICES

5.3.1 ANALYSE DU RESULTAT D'IMPÔTS

(en milliers d'euros)	31/12/2021			31/12/2020		
	Afférent à l'exercice	Sur exercices antérieurs	Total	Afférent à l'exercice	Sur exercices antérieurs	Total
Charge d'impôt au titre des opérations ordinaires	193		193	206		206
Charge d'impôt au titre des contributions additionnelles et sociales						
Charge d'impôt au titre des opérations exceptionnelles						
Total de l'impôt exigible (+ produit; - charge)	**193**	**-**	**193**	**206**		**206**
Total de l'impôt constaté dans le cadre de l'intégration fiscale	**5 245**	**1 263**	**6 508**	**7 846**	**737**	**8 583**
Variation des impôts différés	683		683	801		801
Produit d'impôt relatif aux déficits fiscaux						
Total de l'impôt différé (+ produit; - charge)	**683**	**-**	**683**	**801**		**801**
Total du produit d'impôt	**6 120**	**1 263**	**7 383**	**8 853**	**737**	**9 590**

5.3.2 RESULTAT D'IMPOT CONSTATE DANS LE CADRE DE LA CONVENTION D'INTEGRATION FISCALE

Le résultat du groupe fiscal est déterminé conformément à la réglementation en vigueur (articles 223 A et suivants du Code général des impôts) Pour l'exercice 2021, il s'agit d'un produit d'un montant de 5 245 milliers d'euros.

La convention d'intégration fiscale conclue entre Generali France, tête du groupe, et ses filiales intégrées, consacre un principe de neutralité. Ainsi, les sociétés membres s'acquittent, auprès de Generali France, d'une somme correspondant à l'impôt qu'elles auraient payé au Trésor Public dans les mêmes conditions que si elles n'avaient pas été intégrées.
En conséquence, du fait de déficits fiscaux déjà pris en compte pour la détermination des résultats du groupe mais pas encore par les filiales pour le calcul de leur contribution à Generali France, Generali France constate, au 31 décembre 2021, une potentielle surcharge d'impôt de 2 644 milliers d'euros, partiellement couverte par un impôt différé passif de 82 milliers d'euros.

6. Autres Informations

6.1 EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL EN ACTIVITE

	31/12/2021	31/12/2020
Effectifs	6	6

6.2 CONSOLIDATION

Les comptes individuels de Generali France sont consolidés par intégration globale, dans ceux de Assicurazioni Generali S.p.A., dont le siège social est situé à Piazza Duca degli Abruzzi 2, Trieste, Italie.
Generali France est éligible au dispositif d'exemption d'établissement de comptes consolidés au niveau du sous palier France visé aux articles L345-2 du Code des assurances et L233-17 du Code de commerce compte tenu du fait que Generali France et ses filiales sont sous le contrôle de Assicurazioni Generali S.p.A qui les inclut dans ses comptes consolidés établis en IFRS publiés et certifiés.

6.3 REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Aucun mandataire social ne détenant de mandat dans une société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, Generali France n'est pas tenue de mentionner les informations visées à l'article L225-37-3 du Code de commerce.

Generali France
Société anonyme au capital de 114 595 514,18 euros
Siège social : 2 rue Pillet-Will – 75009 Paris
572 044 949 RCS Paris

EXTRAIT

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 25 AVRIL 2022

[…]

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir constaté l'existence d'un résultat créditeur de 329 240 725,50 euros, auquel s'ajoute le report à nouveau créditeur de l'exercice précédent de 2 482 218 628,74 euros, formant un bénéfice distribuable de 2 811 459 354,24 euros, approuve la proposition du Conseil d'Administration, soit l'affectation suivante :

- aux actionnaires, à titre de dividende — 468 459 268,56 euros
- au report à nouveau — 2 343 000 085,68 euros

L'Assemblée Générale fixe en conséquence le dividende à 0,94 euro par action, sur la base du nombre d'actions existantes au 31 décembre 2021, lequel sera mis en paiement à compter du 25 avril 2022.

En cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende par rapport aux 498 360 924 actions composant le capital social au 31 décembre 2021, le montant global des dividendes sera ajusté en conséquence et le montant affecté au compte de report à nouveau sera déterminé sur la base des dividendes effectivement mis en paiement.

Si, lors de la date de la mise en paiement, la Société détient certaines de ses propres actions, le montant du dividende distribué sera réduit d'un montant égal au nombre d'actions auto détenues multiplié par 0,94 euro, et un montant équivalent sera affecté au poste report à nouveau.

Ce dividende ouvre droit au profit des personnes physiques fiscalement domiciliées en France à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes suivants ont été versés au titre des trois derniers exercices :
- au titre de l'exercice 2018 : un dividende de 0,72 euro par action a été versé, éligible en totalité à l'abattement de 40% susmentionné.
- au titre de l'exercice 2019 : un dividende de 0,74 euro par action a été versé, éligible en totalité à l'abattement de 40% susmentionné.
- au titre de l'exercice 2020 : un dividende de 0,53 euro par action a été versé, éligible en totalité à l'abattement de 40% susmentionné.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires représentés ou ayant voté par correspondance.

[…]

Certifié conforme par Monsieur Michel Becker - Secrétaire de l'Assemblée Générale

KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Generali France S.A.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
Generali France S.A.
2 Rue Pillet-Will - 75009 Paris
Ce rapport contient 19 pages
Référence : RT-221-19

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Generali France S.A.

Siège social : 2 Rue Pillet-Will - 75009 Paris
Capital social : K€.114 623

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Generali France S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué au sein de la note 2.3 « Règles d'évaluation des postes du bilan » dans le chapitre « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels, votre société procède à l'évaluation de ses titres de participations non cotés par référence à la valeur estimée des sociétés détenues, déterminée selon la nature des secteurs de ces sociétés.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu l'application de ces méthodologies. Nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs estimées des titres de participation non cotés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une

anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 28 mars 2022

KPMG S.A.

Régis Tribout
Associé

Generali France

ETATS FINANCIERS
31 DECEMBRE 2021

generali.com

Bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020	Note annexe
Immobilisations incorporelles	-	-	4.1
Immobilisations corporelles	**7**	**7**	4.2
Terrains	5	5	
Constructions	3	3	
Immobilisations financières	**3 970 989**	**4 166 189**	4.3
Autres participations	3 802 684	3 797 855	4.4
Créances rattachées à des participations	-	200 029	
Autres titres immobilisés	168 306	168 305	
Prêts	-	-	
Autres immobilisations financières	-	-	
Créances	**266 331**	**240 880**	4.5
Clients et Comptes rattachés	-	-	
Autres créances	266 331	240 880	
Valeurs mobilières de placement	36 991	**19 410**	
Actions propres	18 749	19 409	
Autres titres	18 242	1	
Disponibilités	**13 064**	**38 246**	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	
Total actif	**4 287 383**	**4 464 733**	

PASSIF

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020	Note annexe
Capitaux propres	**4 167 580**	**4 101 848**	4.6
Capital social ou individuel	114 623	114 623	4.6.2
Primes d'émission, de fusion, d'apport, …	872 887	872 887	
Ecarts de réévaluation	-	-	
Réserve légale	11 499	11 499	
Réserves	357 109	357 109	
Report à nouveau	2 482 219	2 140 553	
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	329 241	605 175	
Provisions réglementées	3	3	
Provisions pour risques et charges	**11 874**	**14 575**	4.6
Dettes	**107 929**	**348 309**	4.5
Emprunts et dettes financières divers	25 041	318 906	4.6.3
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	580	353	
Dettes fiscales et sociales	5 074	4 675	
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	-	-	
Autres dettes	77 234	24 375	
Instruments de trésorerie	-	-	
Total passif	**4 287 383**	**4 464 733**	

Compte de Résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020	Note annexe
Produits d'exploitation :			
Production vendue services	5 416	6 890	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	7 664	10 867	
Autres produits	-	-	
Total produits d'exploitation	**13 079**	**17 757**	
Charges d'exploitation :			
Autres achats et charges externes	31 900	29 264	
Impôts, taxes et versements assimilés	814	883	
Salaires et traitements	9 380	14 037	
Charges sociales	2 209	2 057	
Dotations aux amortissements et dépréciations :			
- sur immobilisations : dotations aux amortissements	-	-	
- sur actif circulant : dotations aux dépréciations	-	-	
Pour risques et charges : dotations aux provisions	5 646	6 268	
Autres charges	2	2	
Total charges d'exploitation	**49 950**	**52 511**	
RESULTAT EXPLOITATION	**(36 870)**	**(34 754)**	
Produits financiers :			**5.1**
Produits financiers de participations	352 416	626 156	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	7 966	7 965	
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	
Reprises sur provisions et transferts de charges	14	1 870	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	
Total produits financiers	**360 397**	**635 991**	
Charges financières :			
Dotations financières aux amortissements et provisions	991	237	
Intérêts et charges assimilées	600	4 739	
Différences négatives de change	-	-	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	
Total charges financières	**1 591**	**4 976**	
RESULTAT FINANCIER	**358 806**	**631 015**	
RESULTAT COURANT avant impôts	**321 936**	**596 262**	
Produits exceptionnels :			**5.2**
Sur opérations de gestion	-	14	
Sur opérations en capital :			
- produits des cessions d'éléments d'actif	213 982	11 142	
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	2	
Total Produits exceptionnels	**213 982**	**11 158**	
Charges exceptionnelles :			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	605	
Sur opérations en capital :			
- Valeurs comptables des éléments immoibiliers et financiers cédés	214 024	11 177	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	-	
Total Charges exceptionnelles	**214 024**	**11 782**	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(41)**	**(624)**	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	**37**	**53**	
Impôts sur les bénéfices (X)	**7 383**	**9 590**	**5.3**
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	**594 842**	**664 906**	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	**265 601**	**59 732**	
RESULTAT	**329 241**	**605 175**	

Tableau des engagements reçus et donnés

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Engagements reçus	**-**	**-**
Engagements donnés	**81 259**	**95 865**
Avals, cautions et garanties de crédit donnés		
Titres et actifs acquis avec engagement de revente		
Autres engagement sur titres, actifs ou revenus (1)	2 391	29 045
Autres engagements donnés (2)	78 868	66 820
Encours d'instruments financiers à terme	**-**	**-**
Engagements reçus		
Engagements donnés		

(1) Engagement de restitution au profit des filiales de leurs excédents de trésorerie gérés par Generali France (cash pooling). Ces derniers figurent en compte courant au poste "emprunts et dettes financières diverses" du passif de Generali France.

(2) Plans d'attribution d'actions gratuites : engagement de rachat aux bénéficiaires de 5 665 783 actions de préférence gratuites à fin 2021

Generali France est une société anonyme au capital de 114 623 012,52 euros dont le siège social est situé au 2 rue Pillet Will – 75009 PARIS et dont l'actionnaire majoritaire est la société de droit italien Assicurazioni Generali S.p.A. cotée à Milan (Italie).

Generali France contrôle des sociétés d'assurance vie, d'assurances dommages, de protection juridique, de gestion d'actifs, de courtage et d'activités annexes à l'assurance.

1. Faits marquants de l'exercice

1.1 REMBOURSEMENT ANTICIPE DE DETTE SUBORDONNEE

Au cours de l'exercice 2021, Generali France a procédé au remboursement anticipé de 200 millions d'euros, soit le solde, d'un prêt subordonné d'une valeur nominale de 300 millions d'euros conclu entre Generali France et Flandria Participations Financières, aux droits et obligations de laquelle vient Generali Participations Netherlands N.V. (GPN).
Ledit remboursement a été autorisé en date du 1er avril 2021 par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en application de l'article A. 334-1 du Code des assurances.

1.2 PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

En 2021, le Conseil d'Administration a adopté un dix-septième plan d'attribution d'actions de préférence gratuites, portant sur un maximum de 400 000 actions.

2. Principes et méthodes comptables

2.1 PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels sont établis et présentés en conformité avec le règlement de l'Autorité des normes comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 mis à jour par le règlement de l'autorité des normes comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général.

Il est fait application des principes comptables généralement admis :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes,
- prudence,
- non compensation,
- séparation des exercices.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre.

Sauf indication contraire, les informations chiffrées sont exprimées en milliers d'euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Il n'a été procédé à aucun changement de méthode comptable et d'évaluation au cours de l'exercice écoulé.

2.3 REGLES D'EVALUATION DES POSTES DU BILAN

Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent notamment des logiciels ; ceux-ci sont amortis sur une durée de 3 à 5 ans à partir de leur date de mise en service.

Terrains et constructions

Les immeubles de placements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

La valeur brute des immeubles correspond au coût d'acquisition ou de production (prix d'achat et frais relatifs à l'acquisition). Les coûts des travaux d'amélioration sont portés en augmentation des immeubles.

Ces immeubles sont ventilés en composants homogènes dont la nature et la durée d'amortissement linéaire dépendent du type d'immeubles et de sa durée d'utilisation.

Les principaux composants sont les suivants :

- gros œuvre : durée d'amortissement de 20 à 120 ans,
- façade : durée d'amortissement de 25 à 35 ans,
- installations générales et techniques : durée d'amortissement de 15 à 25 ans,
- agencements : durée d'amortissement de 10 à 15 ans,
- terrains : ne font pas l'objet d'amortissement.

L'amortissement des immeubles est calculé sur la durée d'utilisation selon le mode linéaire. Les durées d'amortissement ont été déterminées de façon à obtenir une valeur résiduelle nulle au terme du plan d'amortissement.

Dans les cas où la valeur actuelle (valeur la plus élevée entre la valeur d'usage et la valeur vénale) des immeubles devient inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est enregistrée, ramenant la valeur nette comptable à la valeur actuelle de l'immeuble. Cette provision est reprise par le compte de résultat en cas de remontée de valeur. La valeur actuelle est évaluée périodiquement par des experts indépendants.

Les revenus des placements immobiliers sont constitués essentiellement des loyers quittancés aux locataires.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition.
Lors des arrêtés comptables, une valeur d'inventaire est déterminée pour chacune des lignes de titres détenues.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable.

Pour les titres non cotés, la valeur d'inventaire correspond à la valeur estimée des sociétés détenues.
Cette dernière est établie comme suit, selon la nature des secteurs :

- l'évaluation des activités vie prend en compte les résultats des calculs d'Embedded value, qui consistent à estimer puis actualiser l'ensemble des flux futurs, techniques et financiers, sur la base de scénarios et modèles revus par des actuaires indépendants. Une survaleur correspondant au « goodwill » ou écart d'acquisition vient s'ajouter aux résultats des calculs d'Embedded value,

- l'évaluation des autres activités est également effectuée sur la base de flux de trésorerie futurs, prenant en compte les spécificités de chaque société, notamment en termes de perspectives de résultats et d'éléments objectifs comme le niveau de plus-values latentes observé à la date de réalisation de l'estimation.

Pour les titres cotés, la valeur d'inventaire correspond au dernier cours de bourse connu à la clôture de l'exercice.

Dans le cas de titres à revenus fixes et notamment pour les obligations, ils sont inscrits à leur coût d'achat y compris intérêts courus.

Valeurs mobilières de placement et créances assimilées

Les valeurs mobilières de placements et créances assimilées sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Elles sont dépréciées si leur valeur d'inventaire à la clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur nette comptable.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation conformément au règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général.

En application de la méthode de l'impôt différé, les provisions pour risques et charges comprennent le solde des impôts différés, en cas de situation nette passive, à la clôture de l'exercice.

La provision pour risques et charges d'actionnariat salarié correspond aux charges relatives au plan d'attribution d'actions de préférence gratuites octroyées au personnel du groupe Generali France. Cette provision est estimée en fonction du nombre d'actions à livrer, de la valeur FIFO des actions auto-détenues et du dernier cours connu si besoin.

Engagements de retraite et avantages similaires

Le montant des engagements de Generali France au titre des engagements de retraite et avantages similaires s'élève à 8 571 milliers d'euros au 31 décembre 2021.
Le taux d'actualisation utilisé pour calculer cet engagement est de 1%.
Ces engagements ne figurent pas dans les comptes sociaux.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une analyse au cas par cas et des provisions pour dépréciation sont constituées en cas de risque probable de non recouvrement, pour le montant correspondant à ce risque.

En application de la méthode de l'impôt différé, les créances comprennent le solde des impôts différés en cas de situation nette active à la clôture de l'exercice.

Les soldes des comptes courants bancaires ouverts au sein d'un même établissement de crédit font l'objet d'une compensation.
Les découverts bancaires nets sont inscrits en dettes envers les établissements de crédit.

2.4 REGLES D'EVALUATION DES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation enregistre d'une part les opérations relatives au provisionnement et à la facturation aux sociétés du groupe, des actions attribuées aux salariés, et enregistre d'autre part, les charges relatives à la gestion d'exploitation et les éventuelles refacturations associées.

Résultat financier

Les produits financiers comprennent les dividendes encaissés, les revenus des prêts, les profits provenant de la réalisation des valeurs mobilières de placement, les intérêts, et, le cas échéant, les reprises de provisions pour dépréciation des titres de participation et valeurs mobilières de placement, les profits nets de change réalisés ou latents.

Les charges financières regroupent les intérêts des emprunts, les pertes provenant de la réalisation des valeurs mobilières de placement, les frais de gestion, et, le cas échéant, les dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation et valeurs mobilières de placements, les pertes nettes de change réalisées ou latentes.

Les plus et moins-values de cessions de valeurs mobilières de placement sont déterminées selon la méthode du « Premier Entré, Premier Sorti ».

Résultat exceptionnel

Dans cette rubrique, figurent notamment les plus et moins-values provenant de la réalisation des éléments de l'actif immobilisé (également déterminées selon la méthode du « Premier Entré, Premier Sorti »).

Les résultats de cession de ces actifs sont enregistrés :

- en « charges sur opérations en capital » pour le prix de revient des actifs cédés,
- en « produits sur opérations en capital » en ce qui concerne le prix de cession de ces actifs.

Peut figurer également tout boni ou mali de fusion.

Impôt sur les bénéfices

Le poste "impôt sur les bénéfices" du compte de résultat inclut l'impôt payable ou le produit d'impôt constaté dans le cadre de l'intégration fiscale.

Il incorpore la variation du solde net bilanciel d'impôts différés entre l'ouverture et la clôture de l'exercice.

3. Événements postérieurs à la clôture

En date du 1er février 2022, Generali Iard a signé un accord d'acquisition de la société La Médicale avec Crédit Agricole Assurances, pour un montant de 385 millions d'euros. La réalisation définitive de cette acquisition est soumise à l'obtention des autorisations des autorités réglementaires et de la concurrence compétentes.

En date du 1er février 2022, Generali Vie a signé un accord de transfert portant sur un portefeuille de contrats de couvertures décès et perte totale et irréversible d'autonomie, avec la société Predica Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole, pour un montant de 50 millions d'euros. La réalisation définitive de ce transfert est soumise à l'obtention des autorisations des autorités réglementaires et de la concurrence compétentes.

Par ailleurs, le début de l'année 2022 est marqué par la crise ukrainienne. Les expositions directes des filiales de la société à la Russie et à l'Ukraine sont négligeables, tant du côté des actifs financiers que des engagements d'assurance.

4. Annexes sur le bilan

4.1 MOUVEMENTS SUR LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Transferts et autres mouvements	31/12/2021
Logiciels					
Valeurs brutes	3 107	-	-	-	3 107
Dépréciations / Amortissements	(3 107)	-	-	-	(3 107)
Valeurs nettes	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	-	-	-	-	-

4.2 MOUVEMENTS SUR LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Transferts et autres mouvements	31/12/2021
Terrains et Constructions					
Valeurs brutes Terrains	5	-	-	-	5
Valeurs brutes Constructions	11	-	-	-	11
Dépréciations / Amortissements Constructions	(8)	-	-	-	(8)
TOTAL	7	-	-	-	7

4.3 MOUVEMENTS SUR LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Autres variations	31/12/2021
Titres de participation	3 804 177	5 820	(15)	-	3 809 982
Provisions sur titres de participation	(6 322)	(991)	14	-	(7 298)
Créances rattachées aux entreprises liées :					
Prêts	200 000	-	(200 000)	-	-
Intérêts courus	29	-	(29)	-	-
Autres titres immobilisés :					
Obligations subordonnées	168 000	-	-	-	168 000
Intérêts courus	305	1	-	-	306
Prêts	-	-	-	-	-
Dépôts	-	-	-	-	-
TOTAL	**4 166 189**	**4 830**	**-200 030**	**-**	**3 970 989**

4.4 FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)

INFORMATIONS FINANCIERES / FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2021		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
A- Renseignements détaillés dont la valeur brute des titres excède 1% du capital de la société astreinte à la publication										
Filiales : (50% au moins du capital détenu par la société)										
GENERALI VIE 2 rue Pillet-Will 75009 Paris	336 873	3 218 171	100,0%	2 243 350	2 243 350		-	11 470 679	330 712	176 014
GENERALI IARD 2 rue Pillet-Will 75009 Paris	94 630	977 959	100,0%	1 400 202	1 400 202	48 000	-	2 053 070	110 387	119 991
COFIFO 2 rue Pillet-Will 75009 Paris	66 231	9 008	100,0%	76 911	76 911	- -	-	-	(846)	-
GENERALI Pacifique NC 1 rue Charles Péguy 98800 Nouméa	8	1 064	100,0%	2 095	2 095	-	-	3 389	237	-
Participations : (10 à 50% du capital détenu par la société)										
GENERALI INVESTMENTS Holding S.p.A. Via Machiavelli, 4 34132 Trieste - ITALIE	41 360	375 502	33,99%	77 575	77 575	-	-	176 852	167 744	56 240
MAPREG 80 rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin-Bicetre	189	386	34,44%	8 650	1 732	-	-	-	(983)	-
B- Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de la société astreinte à la publication										
Filiales françaises				76	61					
Autres participations dans les sociétés françaises et étrangères				683	319					
Total				3 809 542	3 802 244					

4.5 ETATS DES CREANCES ET DES DETTES

4.5.1 OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES OU AVEC LIEN DE PARTICIPATION

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
ACTIF		
Autres créances (1)	204 543	215 957
TOTAL ACTIF	**204 543**	**215 957**
PASSIF		
Emprunts subordonnés (2)	-	200 082
Dettes financières diverses (3)	25 041	118 824
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	76 403	23 515
TOTAL PASSIF	**101 444**	**342 421**

(1) Dont créance de 175 202 milliers d'euros relative au placement des excédents de trésorerie auprés de Assicurazioni Generali S.p.A (Direct Pooling)

(2) cf. note 4.6.3

(3) Dettes relatives au placement par Generali France des excédents de trésorerie de ses filiales (cash pooling)

4.5.2 VENTILATIONS DES CREANCES ET DES DETTES

Ventilation des créances

(en milliers d'euros)	Montant brut au 31/12/2021	Degré de liquidité et d'exigibilité			Montant brut au 31/12/2020
		Moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
- Créances clients et comptes rattachés	-				-
- Autres créances	266 331	259 808	6 523		240 880
Total créances	**266 331**	**259 808**	**6 523**	**-**	**240 880**

Ventilation des dettes

(en milliers d'euros)	Montant brut au 31/12/2021	Degré de liquidité et d'exigibilité			Montant brut au 31/12/2020
		Moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
- Emprunts subordonnés	-				200 082
- Dettes financières diverses	25 041	25 041			118 824
- Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	580	580			353
- Dettes fiscales et sociales	5 074	5 074			4 675
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-				-
- Autres dettes	77 234	77 234			24 375
Total dettes	**107 929**	**107 929**	**-**	**-**	**348 309**

4.6 FONDS PROPRES ET QUASI-FONDS PROPRES

4.6.1 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capitaux propres au 31/12/2020	Affectation du résultat N-1	Variations au cours de l'exercice N		Capitaux propres au 31/12/2021
			Autres variations	Résultat N	
Capital social	114 623				114 623
Primes liées au capital social	872 887				872 887
Réserve de réévaluation	-				-
Réserve légale	11 499				11 499
Autres réserves	357 109				357 109
Report à nouveau	2 140 553	505 711	(164 045)	-	2 482 219
Résultat de l'exercice	605 175	(605 175)	-	329 241	329 241
Provisions réglementées	3				3
Total	**4 101 848**	**(99 463)**	**(164 045)**	**329 241**	**4 167 580**
		(1)	(2)		

(1) Distribution de dividendes de 99 463 milliers d'euros

(2) Distribution exceptionnelle de 164 045 milliers d'euros

4.6.2 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à 114 623 012,52 euros. Il est composé de 491 415 469 actions ordinaires et de 6 945 455 actions de préférence, toutes de 0,23 euro de nominal.

A noter 1 279 672 actions de préférence auto-détenues d'une valeur de 18 749 235 euros à fin 2021 ; ces actions sont présentées à l'actif du bilan sous "valeurs mobilières de placement".

Les principaux actionnaires de Generali France en fin d'exercice sont les suivants :

- Assicurazioni Generali S.p.A	66,87%
- Generali Participations Netherlands NV	31,73%
- Personnel salarié (actions de préférence)	1,14%
- Generali France (actions de préférence auto-détenues)	0,25%

4.6.3 EMPRUNTS SUBORDONNES

Les emprunts subordonnés, compris dans le poste "emprunts et dettes financières diverses", se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Taux d'intérêt	Échéance	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts subordonnés :				
Generali Participations Netherlands NV (1)	Variable	indéterminée	-	200 000
Total des valeurs nominales			**-**	**200 000**
Intérêts courus			-	82
Total des emprunts subordonnées			**-**	**200 082**

(1) Remboursement anticipé (origine emprunt Flandria Participations Financières cf. Faits marquants §1.1)

4.7 PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Dotations	Reprises	Utilisation provision	31/12/2021
Provisions pour impôts différés passif (1)	765	82	(765)		82
Autres provisions pour risques et charges (2)	13 810	5 646	(7 664)	-	11 792
TOTAL	**14 575**	**5 728**	**(8 429)**	**-**	**11 874**

(1) cf. 5.3.2 Résultat d'impôt.

(2) Notamment provision pour charges relatives aux plans d'attribution d'actions de préférence gratuites octroyées au personnel du groupe Generali France. Cette provision a pour contrepartie une créance vis-à-vis des filiales à hauteur de leurs engagements.

5. Annexes sur le compte de résultat

5.1 RESULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	2021			2020		
	Produits et frais financiers dans les entreprises liées	Autres produits et frais financiers	TOTAL	Produits et frais financiers dans les entreprises liées	Autres produits et frais financiers	TOTAL
Participations et créances rattachées :						
Revenus des participations	352 245	-	352 245	625 345	-	625 345
Revenus des prêts	171	-	171	812	-	812
Autres valeurs mobilières & créances de l'actif immobilisé	7 966	-	7 966	7 965	-	7 965
Autres Intérêts et produits assimilés	-	-	-	-	-	-
Reprises sur provisions	14	-	14	1 870	-	1 870
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-	-
Total produits financiers	**360 397**	**-**	**360 397**	**635 991**	**-**	**635 991**
Dotations aux dépréciations et aux provisions	(991)	-	(991)	(237)	-	(237)
Intérêts et charges assimilées :	-	-	-	-	-	-
Intérêts des emprunts	(600)	-	(600)	(4 739)	-	(4 739)
Autres intérêts et frais financiers	-	-	-	-	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-	-
Total charges financières	**(1 591)**	**-**	**(1 591)**	**(4 976)**	**-**	**(4 976)**
Résultat financier	**358 806**	**-**	**358 806**	**631 015**	**-**	**631 015**

5.2 RESULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)	2021			2020		
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	Résultat exceptionnel	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	Résultat exceptionnel
Opérations en capital :						
Cession de titres de participation	(15)	4	(11)	(70)	38	(32)
Cession d'immeubles	-	-	-	-	-	-
Autres cessions d'immobilisations financières	(214 009)	213 978	(30)	(11 107)	11 104	(3)
Total opérations en capital	**(214 024)**	**213 982**	**(41)**	**(11 177)**	**11 142**	**(36)**
Mouvements de provisions	-	-	-	-	2	**2**
Opérations de gestion	-	-	-	(605)	14	(591)
Résultat exceptionnel	**(214 024)**	**213 982**	**(41)**	**(11 782)**	**11 158**	**(624)**

5.3 IMPÔT SUR LES BENEFICES

5.3.1 ANALYSE DU RESULTAT D'IMPÔTS

(en milliers d'euros)	31/12/2021			31/12/2020		
	Afférent à l'exercice	Sur exercices antérieurs	Total	Afférent à l'exercice	Sur exercices antérieurs	Total
Charge d'impôt au titre des opérations ordinaires	193		193	206		206
Charge d'impôt au titre des contributions additionnelles et sociales						
Charge d'impôt au titre des opérations exceptionnelles						
Total de l'impôt exigible (+ produit; - charge)	**193**	-	**193**	**206**		**206**
Total de l'impôt constaté dans le cadre de l'intégration fiscale	**5 245**	**1 263**	**6 508**	**7 846**	**737**	**8 583**
Variation des impôts différés	683		683	801		801
Produit d'impôt relatif aux déficits fiscaux						
Total de l'impôt différé (+ produit; - charge)	**683**	-	**683**	**801**		**801**
Total du produit d'impôt	**6 120**	**1 263**	**7 383**	**8 853**	**737**	**9 590**

5.3.2 RESULTAT D'IMPOT CONSTATE DANS LE CADRE DE LA CONVENTION D'INTEGRATION FISCALE

Le résultat du groupe fiscal est déterminé conformément à la réglementation en vigueur (articles 223 A et suivants du Code général des impôts) Pour l'exercice 2021, il s'agit d'un produit d'un montant de 5 245 milliers d'euros.

La convention d'intégration fiscale conclue entre Generali France, tête du groupe, et ses filiales intégrées, consacre un principe de neutralité. Ainsi, les sociétés membres s'acquittent, auprès de Generali France, d'une somme correspondant à l'impôt qu'elles auraient payé au Trésor Public dans les mêmes conditions que si elles n'avaient pas été intégrées.
En conséquence, du fait de déficits fiscaux déjà pris en compte pour la détermination des résultats du groupe mais pas encore par les filiales pour le calcul de leur contribution à Generali France, Generali France constate, au 31 décembre 2021, une potentielle surcharge d'impôt de 2 644 milliers d'euros, partiellement couverte par un impôt différé passif de 82 milliers d'euros.

6. Autres Informations

6.1 EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL EN ACTIVITE

	31/12/2021	31/12/2020
Effectifs	6	6

6.2 CONSOLIDATION

Les comptes individuels de Generali France sont consolidés par intégration globale, dans ceux de Assicurazioni Generali S.p.A., dont le siège social est situé à Piazza Duca degli Abruzzi 2, Trieste, Italie.
Generali France est éligible au dispositif d'exemption d'établissement de comptes consolidés au niveau du sous palier France visé aux articles L345-2 du Code des assurances et L233-17 du Code de commerce compte tenu du fait que Generali France et ses filiales sont sous le contrôle de Assicurazioni Generali S.p.A qui les inclut dans ses comptes consolidés établis en IFRS publiés et certifiés.

6.3 REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Aucun mandataire social ne détenant de mandat dans une société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, Generali France n'est pas tenue de mentionner les informations visées à l'article L225-37-3 du Code de commerce.